

LE DOSSIER THEMATIQUE DU MOIS : L'Europe : espoir ou carcan ?

Source : Ensemble Plus Forts N°16 de juin 2011 (le journal de la CGT Finances)

Si l'on en juge par l'autosatisfaction affichée des membres du G8, réunis le mois dernier à Deauville, la crise ne serait déjà plus qu'un lointain souvenir. Le niveau des profits engrangés, entre autres par les banques, semble confirmer en effet que tout est redevenu comme avant... pour certains tout au moins. Car l'Europe, ou plutôt les peuples européens, continuent au contraire à s'enfoncer dans une crise qui balaie au passage tout ce qui pouvait constituer un modèle social favorable aux travailleurs. Inconsistance des politiques menées ? Fatalité d'une construction européenne dominée par les marchés ? Stratégie délibérée ? ... Ce dossier vise à apporter quelques éclairages pour répondre à ces questions.

☛ Le pacte euro-plus : l'austérité à perpétuité

Pleinement inscrite dans le processus de mondialisation financière, la construction européenne en a même été un vecteur important, notamment depuis l'Acte unique (1986) qui a fait de l'Union européenne (UE) un cheval de Troie du libéralisme, imposant déréglementations, privatisations et primauté de la concurrence. On aurait pu toutefois penser que la crise, mettant en lumière les dangers de ces évolutions, signerait la faillite de cette stratégie et conduirait à son abandon.

Or il n'en a rien été. Mieux - ou pire - prenant prétexte du gonflement des dettes publiques, dont ils sont en grande partie responsables (cf. encadré ci-après), les acteurs de la finance ont réussi à imposer une véritable « *stratégie du choc* » qui se traduit par une fuite en avant des politiques néolibérales.

Les premières victimes en ont été les populations des pays considérés comme les plus vulnérables par les marchés (Grèce, Irlande, Portugal). Pour tenter de desserrer l'étreinte de la spéculation et obtenir l'aide de l'Union européenne, ces pays ont dû accepter de voir leur politique économique et sociale quasiment dictée en direct par les marchés, via les experts du Fond monétaire international (FMI), de la Banque centrale européenne (BCE) et de l'UE, comme au bon vieux temps des programmes d'ajustement structurel que le FMI imposait aux pays en développement, avec les mêmes recettes idéologiques (coupes dans les dépenses sociales, privatisations, dérégulation du marché du travail...) et les mêmes résultats : une récession qui se prolonge et la paupérisation qui s'étend.

Mais les effets de cette « *crise de la dette* » affectent aussi les autres pays. Soumis aux contraintes européennes, ils anticipent le risque et adoptent tous des politiques d'austérité pour complaire aux marchés et à leurs vigies, les agences de notation.

Or loin de se satisfaire de cette évolution, les grandes entreprises et les acteurs financiers ont considéré que le moment était venu d'aller encore plus loin et de sécuriser ces politiques d'austérité afin de garantir durablement leurs intérêts. C'est le sens des propositions législatives relatives à la « *gouvernance économique* » de l'Union et du Pacte pour l'euro-plus adopté par les membres de la zone euro auxquels se sont joints six autres pays (Bulgarie, Danemark, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie). Les premières consistent essentiellement à durcir le Pacte de stabilité en élargissant aux « *déséquilibres économiques* » la surveillance exercée par la Commission européenne sur les politiques budgétaires des États membres, en renforçant les sanctions qu'elle peut leur imposer et en les rendant plus automatiques. Le second vise à mettre sous tutelle de la Commission leurs politiques salariales et sociales avec pour seul critère l'amélioration de la productivité.

La mise en oeuvre de ces mesures constituerait une formidable régression démocratique et sociale. Après avoir perdu le pouvoir monétaire, les citoyens se verraient retirer toute capacité à influencer sur les politiques budgétaire, économique et sociale au profit de la seule discipline imposée par les marchés, c'est-à-dire d'une austérité sans fin.

D'où vient la dette publique ?

Selon le discours dominant l'explosion des dettes publiques serait le résultat de l'irresponsabilité des gouvernements qui auraient laissé filer les dépenses. Pour y remédier, il faudrait donc réduire celles-ci et encadrer strictement les marges de manoeuvre de ceux-ci.

Or, la réalité est toute autre. Deux facteurs expliquent le niveau des dettes publiques. La crise tout d'abord qui a contraint les gouvernements à voler au secours des banques et surtout à pallier leur défaillance en soutenant l'économie. Ainsi, dans la zone euro, le déficit public est passé de 0,6 % du PIB en 2007 à 6,3 % en 2009 (2,7 % à 7,5 % pour la France) et la dette publique de 66 % du PIB à 77,6 % (63,8 % à 77,6 % pour la France). Second facteur, les politiques fiscales menées depuis des décennies. Les cadeaux fiscaux aux entreprises et aux riches ont asséché les finances publiques tout en offrant aux détenteurs du capital des liquidités qu'ils ont pu prêter aux États. Quelques privilégiés ont ainsi touché un « double dividende » : moins d'impôt, plus de rente.

Enfin, il ne faut pas oublier que l'interdiction faite à la BCE de financer les déficits publics a contraint les États à se tourner vers les marchés, permettant à ceux-ci d'imposer leurs conditions, en termes de rémunération bien sûr mais aussi de politique budgétaire : « qui paie décide »

☛ Faut-il sortir de l'euro ?

Au-delà du Front national qui inscrit cette perspective dans sa stratégie de repli nationaliste, la question de la sortie de l'euro fait débat chez les économistes et dans les mouvements politiques, à gauche comme à droite.

Pour les partisans de cette solution, il s'agit de retrouver des marges de manoeuvre que n'offre pas une monnaie unique dont la gestion ne peut prendre en compte l'hétérogénéité des situations nationales, et de regagner ainsi en compétitivité. Il n'est pas sûr toutefois que cela permette d'améliorer la situation des populations.

Sauf à n'être qu'un geste symbolique de réaffirmation de notre souveraineté, la sortie de l'euro doit en effet se traduire par une dévaluation importante. Or, non seulement celle-ci générera une accélération de l'inflation qui pèsera sur le pouvoir d'achat des salariés, mais elle ne sera efficace qu'accompagnée d'une compression de la demande interne. À l'austérité imposée par l'euro succédera donc une austérité « choisie » au niveau national : belle consolation !

Les gains éventuels en termes de croissance et d'emplois risquent au demeurant d'être éphémères, d'autres pays adoptant à leur tour la même stratégie pour reconquérir les parts de marchés que nous leur aurions prises. On risque donc d'assister à une série de dévaluations compétitives qui se neutraliseront mutuellement mais dont le coût social sera énorme. Concurrence ou guerre économique, l'arme utilisée sera toujours la même : le dumping social !

En fait, il ne faut pas confondre la monnaie, qui n'est qu'un outil, certes important, et l'utilisation qui en est faite. De ce point de vue, c'est moins l'euro qui pose problème que le fait qu'il soit au service des multinationales et de la finance. Si la crise aggrave les déséquilibres et les inégalités entre les pays de la zone euro, c'est précisément parce que les concepteurs de l'Union économique et monétaire ont volontairement privé celle-ci de tout mécanisme permettant de compenser les ajustements de taux de change désormais impossibles, afin de faire remplir ce rôle par la rigueur salariale et budgétaire.

Face au risque, réel, d'implosion de la zone euro, la solution n'est donc pas de quitter le navire mais d'achever une construction européenne incomplète et de mettre en place des politiques budgétaires et fiscales communes permettant des transferts entre les pays riches du centre et ceux de la périphérie de la zone euro fragilisés par la crise. Au repli sur le pré-carré national, porteur de bien des dérives, il faut préférer la solidarité et la cohésion.

Quel que soit le niveau où l'on se situe, national ou européen, l'enjeu est de mettre fin aux politiques néolibérales. Or de ce point de vue, l'espace européen est probablement plus propice à la construction d'alternatives, à condition bien sûr de s'en donner les moyens c'est-à-dire de créer un rapport de force permettant de réorienter radicalement la construction européenne.

☛ **Face à l'austérité : une autre Europe est possible**

Contrairement aux discours des gouvernements et des médias dominants, l'austérité n'est pas inéluctable et des alternatives existent... à condition de rompre avec la domination des marchés financiers et avec la logique actuelle de la construction européenne. Cinq grands types de mesures pourraient être prises qui changeraient fondamentalement la donne.

1 - Restructurer les dettes publiques

Ces dettes sont largement illégitimes (cf. encadré précédent). Il faut donc en annuler une partie afin de faire payer, non pas les salariés, mais ceux qui en sont les plus gros détenteurs, particuliers et institutions financières, c'est-à-dire ceux qui sont responsables de cette explosion des dettes publiques et en profitent.

2 - Reprendre le contrôle de la monnaie

Il faut élargir la mission de la Banque centrale européenne à la promotion de l'emploi et du développement humain durable, lui permettre de financer directement les investissements publics s'inscrivant dans cette perspective et la contraindre à pratiquer une politique monétaire sélective favorisant ces objectifs.

Cela suppose bien sûr de rompre avec le dogme d'une indépendance qui n'est que le cache-sexe de la tutelle des marchés sur son activité, laquelle doit au contraire faire l'objet d'un réel contrôle démocratique.

3 - Mettre au pas la finance

Il s'agit de mettre la finance au service des activités économiques socialement utiles et écologiquement soutenables. Cela passe par la taxation des transactions financières, la fermeture des paradis fiscaux et l'interdiction d'opérations et de pratiques qui n'ont d'autre but que la spéculation, mais aussi par la promotion d'un pôle financier public et une mise sous contrôle social de la stratégie des banques.

4 - Mettre en place une politique budgétaire solidaire

Au-delà de la nécessaire harmonisation fiscale, qui redonnera des marges de manoeuvre aux États et mettra fin au dumping social, il s'agit d'augmenter de façon significative le budget européen, via la création d'impôts européens, afin de permettre à la fois des transferts solidaires entre pays, le financement de services publics européens et le lancement d'investissements publics à l'échelle de l'Union.

5 - Lancer un processus d'harmonisation sociale et de convergence économique

Afin de favoriser l'instauration de droits sociaux et de normes environnementales similaires et de haut niveau dans tous les pays de l'Union, des critères de convergence doivent être établis qui, tout en tenant compte de la situation de chaque pays, les obligeront à progresser selon une mécanique aussi contraignante que celle qui leur a été imposée en matière financière.

Gel des salaires des fonctionnaires, explosion du surendettement : la faute à l'Europe?

La décision de geler les salaires dans la fonction publique a bien sûr été prise « en toute indépendance » par le gouvernement dans le cadre d'une stratégie de réduction des dépenses publiques imposée par des contraintes européennes qu'il a contribué, avec l'ensemble de ses homologues, à instaurer.

Mais force est de constater que cette mesure, voire la baisse des salaires des fonctionnaires, figure en bonne place dans les plans d'austérité que la plupart des pays européens ont mis en place. Craignant probablement que, sous la pression de leurs électeurs, certains ne dérogent à cette discipline, le Pacte pour l'euro-plus engage les pays qui y souscrivent à « veiller à ce que les accords salariaux dans le secteur public viennent soutenir les efforts de compétitivité consentis dans le secteur privé ».

L'objectif de ce Pacte, proposé à l'origine par Sarkozy et Merkel sous l'appellation « Pacte de compétitivité », consiste en effet à lier l'évolution des salaires à celle « de la productivité ainsi que des besoins d'ajustement en matière de compétitivité ».

Chaque pays devra maintenir le coût unitaire de sa main-d'oeuvre en lien avec celui de ses principaux partenaires commerciaux, y compris hors zone euro, et pour cela s'engager à « réexaminer les dispositifs de fixation des salaires et, le cas échéant, le degré de centralisation du processus de négociation, ainsi que les mécanismes d'indexation ».

Là encore, le Pacte ne fait qu'institutionnaliser une pratique déjà bien installée (cf. le débat sur les coûts salariaux français et allemand lancé par Sarkozy) qui a pesé sur l'évolution des salaires. Beaucoup de ménages voient donc leur pouvoir d'achat diminuer, ce qui se traduit notamment par une nouvelle envolée du surendettement : le nombre de dossiers déposés auprès de la Banque de France a progressé de 20 % entre janvier et mars 2011, soit sur l'ensemble du 1er trimestre une hausse cumulée de 12 % par rapport au premier trimestre 2010.

☛ Des mobilisations croissantes et convergentes

Face à l'austérité on assiste à un renouveau des mobilisations qui touchent bien sûr d'abord les pays soumis aux « *potions amères* » de l'Union européenne et du FMI. On ne compte plus les manifestations et grèves générales en Grèce, en Irlande et au Portugal. Mais la contestation gagne aussi d'autres pays. Ainsi, 50 000 personnes ont défilé à Bucarest le 16 mars, 30 000 à Bruxelles le 24 mars et 500 000 ont envahi les rues de Londres le 26 mars, un niveau qui n'avait plus été atteint depuis les manifestations contre la guerre en Irak. D'autres initiatives, plus limitées, ont eu lieu dans d'autres capitales. Toutes ont en commun la présence, dans des manifestations nationales, de délégations syndicales venues d'autres pays, ce qui témoigne de la volonté des organisateurs de les inscrire dans une démarche de convergence. Cette démarche a été illustrée et prolongée par l'euromanifestation organisée par la Confédération

européenne des syndicats (CES) à Budapest le 9 avril. Avec 50 000 manifestants issus de 42 syndicats et de 22 pays, ce fut un réel succès.

Réunie en congrès à Athènes du 16 au 19 mai, la CES a d'ailleurs unanimement condamné les politiques d'austérité et la volonté de les institutionnaliser à travers une gouvernance économique et un Pacte euro-plus qui n'ont d'autre objectif que d'intensifier la pression sur les salaires, les services publics, la sécurité sociale, les pensions et les conditions de vie et de travail. Pour faire entendre son exigence d'un changement de cap des politiques européennes et sa proposition d'un « *New Deal* » européen en faveur des travailleurs, la CES organise une journée d'action et d'information syndicale européenne le 21 juin.

Quelle stratégie syndicale pour imposer une Europe au service des citoyens ? Ce sera également le thème du congrès d'UNI Europa qui se tiendra à Toulouse du 3 au 5 octobre.

Mais les résistances se multiplient aussi au-delà du mouvement syndical. Ainsi, les Islandais ont, pour la deuxième fois en un an, refusé par référendum de payer pour la faillite des banques à la place de leurs créanciers. Au Portugal, le défilé de la « génération fauchée » a rassemblé des centaines de milliers de manifestants en mars. Et en Espagne, le mouvement des « Indignés » traduit également cette volonté d'une part croissante de la population, à commencer par la jeunesse, d'en finir avec un système qui met les peuples à genoux pour satisfaire les intérêts d'une oligarchie.

Soyons tous des indignados !

A l'automne 2008, on entendait déjà crier dans les rues « nous ne payerons pas une crise dont nous ne sommes pas responsables ! ». Depuis, les États ont volé au secours des marchés financiers qui par cupidité avaient plongé l'économie dans le chaos.

Après avoir renoué avec les profits, ils entendent contraindre ces mêmes États à des cures d'austérité sans précédent.

La démocratie ainsi foulée aux pieds, les peuples sont livrés en pâture au monde de la finance.

Comment ne pas être indignés ? Les besoins sociaux sont immenses, le niveau de fortune des plus riches n'a jamais été aussi colossal. Les cadeaux fiscaux pleuvent pour s'assurer qu'ils soient toujours plus riches. Et on voudrait nous faire croire que tout est normal ? Qu'il n'y aurait aucune solution ?

Comment ne pas être indignés ? De Madrid, à Athènes en passant par Paris, c'est la même chanson : travailler toujours plus dur et gagner moins pour garantir les profits des rentiers ; faire contribuer toujours moins les plus aisés laissant les peuples avec moins de retraite, moins d'école, moins de santé... Et, il faudrait encore dire merci pour les miettes qu'on nous laisse car on pourrait tout nous prendre ! C'est cet avenir que rejette la jeunesse de Syntagma et de la Puerta del Sol !

Alors, combien de temps pourrons nous encore accepter l'inacceptable ? Combien de temps pourrons nous rester dignes sans s'indigner ?